

France 2050

Un scénario prospectif de référence

Document de cadrage pour les ateliers de prospective sur les politiques culturelles

Introduction

Et si la France de 2050 n'était ni une société en déclin, ni une utopie technologique ? Et si les crises du premier tiers du XXI^e siècle avaient conduit le pays à redéfinir les conditions de sa prospérité, de sa cohésion et de sa qualité de vie ?

Le scénario qui suit n'est ni une prévision ni un projet politique. Il propose un futur plausible, volontairement favorable mais non idyllique, destiné à servir de cadre commun à des ateliers de prospective sur les politiques culturelles. Il ne décrit donc pas ce que la culture devrait devenir. Il décrit la société française dans laquelle ces politiques pourraient être repensées : son économie, ses institutions, ses territoires, ses fragilités, ses manières de vivre et les liens qui permettent encore aux personnes de se reconnaître comme membres d'un même monde commun.

1. Les années de bascule : la guerre des empires

Avec le recul de 2050, les historiennes et les historiens considèrent que les années 2026-2040 ont constitué une période de bascule. Les conflits entre grandes puissances ne se sont pas limités aux champs de bataille. Ils se sont joués dans le cyberspace, les chaînes d'approvisionnement, les technologies, les ressources critiques, les marchés financiers, les normes, les données et les flux d'information.

Cette « guerre des empires » a mis fin à l'illusion d'une mondialisation naturellement pacifiée. Les Européennes et les Européens ont compris que la souveraineté ne pouvait plus être assurée par des nations isolées, même puissantes. L'Union européenne n'est pas devenue un État fédéral, mais elle a renforcé ses capacités communes dans les domaines où l'échelle nationale ne suffisait plus : défense, cybersécurité, énergie, espace, recherche, industrie, intelligence artificielle, santé stratégique et protection des infrastructures critiques.

Le tournant le plus décisif a été fiscal et budgétaire. La concurrence intracommunautaire, longtemps tolérée comme un moteur d'attractivité, est progressivement apparue comme un obstacle à la protection des citoyens et au financement des investissements stratégiques avec notamment la montée de la dette. Une convergence fiscale européenne s'est donc installée, non sans débats, afin de soutenir la transition, l'innovation, la défense, la protection sociale et la répartition des gains de l'automatisation. La France a joué un rôle moteur dans cette recomposition, forte de ses capacités diplomatiques, militaires, agricoles, scientifiques et industrielles.

2. Produire autrement : énergie, industrie et économie réelle

En 2050, la France dispose d'un système énergétique largement décarboné. Le nucléaire modernisé, les renouvelables, le stockage, les réseaux intelligents et l'hydrogène pour certains usages industriels ont réduit la dépendance aux importations fossiles. L'énergie n'a pas cessé d'être un enjeu stratégique, mais elle n'est plus la vulnérabilité majeure qu'elle représentait au début du siècle.

Cette sécurité relative a rendu possible une réindustrialisation ciblée. La France n'a pas cherché à refaire seule l'ensemble des filières perdues. Elle s'est concentrée, avec ses partenaires européens, sur les secteurs critiques : composants, robotique, santé, matériaux bas carbone, batteries, recyclage, spatial, agriculture de précision, biotechnologies et infrastructures numériques souveraines. Les usines sont plus sobres, plus automatisées, moins nombreuses en emplois directs mais plus insérées dans les territoires.

La prospérité ne repose plus principalement sur le volume produit, mais sur la maîtrise de systèmes complexes : énergie, données, compétences, logistique, recherche, normes et confiance. Le pays reste exposé aux crises mondiales, mais il dispose de marges d'action plus fortes qu'en 2025. La création de valeur économique continue de jouer un rôle essentiel, mais elle s'apprécie désormais davantage à l'aune de sa capacité à renforcer durablement les ressources humaines, sociales, territoriales et environnementales du pays.

3. Le travail cesse d'être l'unique centre de gravité

Le changement le plus profond n'a pas été visible immédiatement. Au cours des années 2030, l'intelligence artificielle, la robotique et les systèmes autonomes ont transformé la création de richesse. Des tâches physiques, administratives, cognitives et techniques ont été partiellement automatisées. La production a continué de croître, mais la quantité de travail humain nécessaire a diminué durablement.

Le travail n'a pas disparu. Il demeure essentiel dans le soin, l'éducation, la recherche, la sécurité, la relation humaine, l'artisanat, la gouvernance, la création, la maintenance et l'invention de nouveaux usages. Mais il n'est plus le seul organisateur des temps de vie, des revenus, des statuts et de la reconnaissance sociale.

Cette évolution a obligé la France et l'Europe à transformer leur contrat social. Un revenu citoyen de base, ou des dispositifs remplissant une fonction équivalente, s'est imposé progressivement. Il n'a pas été conçu seulement comme une mesure de solidarité. Il est devenu une condition de stabilité d'une économie largement automatisée : si les machines produisent une part croissante des biens et services, les citoyens doivent néanmoins disposer des moyens d'y accéder. Sans capacité de consommation, l'abondance technologique se transforme en crise de surproduction, en inégalités massives et en instabilité politique.

À mesure que le travail cesse d'occuper la place centrale qu'il avait acquise depuis la révolution industrielle, les sociétés recherchent de nouvelles sources de reconnaissance, d'utilité sociale, d'appartenance et d'accomplissement personnel. Cette question traverse toute la France de 2050. Elle ne reçoit pas une réponse unique. Elle devient l'un des grands enjeux de la vie collective.

4. Santé : la prévention devient le premier acte de soin

En 2050, la santé commence moins à l'hôpital que dans les conditions de vie. La qualité de l'air, de l'eau, de l'alimentation, du logement, du sommeil, de l'activité physique, de l'éducation tout au long de la vie, des relations sociales et de l'environnement quotidien est devenue un sujet central de politique publique. Les progrès médicaux restent considérables, mais ils s'accompagnent d'un basculement plus discret : prévenir, détecter tôt et maintenir l'autonomie comptent autant que traiter.

La médecine prédictive, la génomique, les biotechnologies et l'intelligence artificielle médicale permettent des diagnostics plus précoces et des parcours de soins plus personnalisés. Mais le système de santé a aussi appris que les déterminants sociaux, environnementaux et comportementaux pèsent lourdement sur l'espérance de vie en bonne santé.

L'approche One Health, longtemps cantonnée aux cercles d'experts, structure désormais de nombreuses décisions publiques. Santé humaine, santé animale, biodiversité, agriculture, alimentation, pollutions et climat sont pensés ensemble. La France de 2050 vieillit, mais elle vieillit mieux. L'autonomie des personnes, la santé mentale et la qualité des liens sociaux sont devenues des indicateurs aussi importants que la seule longévité.

5. Savoirs, information et modes de vie

L'accès aux connaissances s'est profondément transformé. Les outils numériques, les interfaces conversationnelles, les systèmes de traduction et les environnements immersifs accompagnent désormais les apprentissages à tous les

âges de la vie. L'éducation ne se limite plus à la jeunesse ni à la préparation d'un métier : elle favorise tout au long de l'existence le développement de l'esprit critique, de la créativité, des capacités relationnelles, de la compréhension du monde et de la participation à la vie démocratique. La formation accompagne naturellement les transitions professionnelles, les engagements, les reconversions et l'allongement de la vie active au sens large.

Cette abondance informationnelle n'a pas supprimé le besoin de médiation, de méthode et de jugement. Au contraire, dans un univers où chacun peut produire, modifier, diffuser ou simuler des contenus, l'esprit critique, la vérification, la capacité à hiérarchiser l'information et à comprendre les systèmes deviennent des compétences ordinaires de la vie démocratique.

Les pratiques sociales, éducatives, informationnelles et créatives se recomposent sous l'effet du temps disponible, des technologies, du vieillissement, des mobilités et de la diversité des parcours. Le scénario ne présume pas des réponses institutionnelles à ces mutations. Il constate seulement que les conditions de production, de circulation, de transmission et d'appropriation des savoirs et des formes symboliques ne sont plus celles du début du XXI^e siècle.

6. Démocratie et citoyenneté active

La défiance démocratique des années 2020 n'a pas disparu par enchantement. Elle a été contenue par une transformation progressive des pratiques institutionnelles. En 2050, la démocratie représentative demeure le socle du système politique, mais voter périodiquement ne suffit plus à définir la citoyenneté.

Les citoyennes et les citoyens participent plus régulièrement à la décision publique : référendums d'initiative citoyenne encadrés, consultations numériques, budgets participatifs, jurys citoyens, évaluations publiques et dispositifs locaux d'expérimentation. Ces outils n'ont pas remplacé les élus ; ils ont rendu la décision plus continue, plus contrôlable et parfois plus exigeante.

Les corps intermédiaires ont retrouvé une place importante. Associations, syndicats, coopératives, fondations, mutuelles, conseils citoyens et collectifs locaux jouent un rôle d'alerte, de médiation et d'élaboration. Le temps libéré par l'automatisation n'a pas mécaniquement produit davantage d'engagement, mais il en a ouvert la possibilité. La citoyenneté active est devenue l'une des réponses possibles à la question laissée ouverte par le recul relatif du travail : comment être utile, reconnu et relié aux autres ?

7. Territoires, climat et qualité de vie

La France de 2050 reste marquée par de fortes différences territoriales, mais l'opposition entre métropoles dynamiques et périphéries délaissées s'est progressivement estompée. Les espaces ruraux ont retrouvé une place stratégique, notamment pour la souveraineté alimentaire, la gestion de l'eau, la préservation de la biodiversité et les ressources énergétiques, mais aussi comme lieux d'innovation, d'équilibre territorial et de qualité de vie. Le numérique, le ferroviaire, les mobilités décarbonées, les services publics réorganisés et certaines relocalisations industrielles ont redonné de l'élan à de nombreuses villes moyennes et à des territoires longtemps fragilisés.

Le changement climatique n'a pas été arrêté. Canicules, tensions sur l'eau, risques sanitaires, évolution des littoraux, incendies, fragilisation de certaines productions agricoles : l'adaptation est devenue une politique permanente. La gestion de l'eau, la renaturation, la sobriété foncière, la biodiversité, l'agriculture durable et la résilience des infrastructures structurent les choix publics.

Pour autant, la France de 2050 demeure un pays où il est agréable de vivre. Non parce qu'elle aurait effacé les contraintes, mais parce qu'elle a appris à mieux composer avec elles : logements mieux adaptés, espaces publics plus respirables, mobilités plus diversifiées, villes moins minérales, territoires plus attentifs à la qualité du quotidien. La qualité de vie n'est plus considérée comme un supplément d'âme, mais comme une dimension centrale du développement.

8. Sécurité, justice et place de la France dans le monde

Dans un monde plus instable, la sécurité ne se limite plus à la défense militaire. Elle inclut la cyberdéfense, la protection des réseaux, l'autonomie énergétique, la sécurité alimentaire, la lutte contre les manipulations informationnelles, la résilience civile et la continuité des services essentiels.

La France conserve une place singulière : puissance nucléaire, membre permanent du Conseil de sécurité, pays de recherche, de culture, d'agriculture, d'industrie et de diplomatie. Mais son influence dépend davantage qu'autrefois de sa capacité à agir avec l'Europe. L'Union européenne est devenue l'un des pôles d'équilibre d'un monde fragmenté, sans faire disparaître les souverainetés nationales.

La justice, elle aussi, s'est adaptée à une société plus technologique. Les outils numériques accélèrent certaines procédures, mais les garanties humaines demeurent centrales. La question des libertés publiques, de la surveillance, de la responsabilité algorithmique et de l'égalité devant le droit reste l'un des points de vigilance majeurs.

9. Ce qui tient encore la société

Ce scénario reste favorable, mais il n'est pas harmonieux en tout point. Les conflits de valeurs demeurent. Les inégalités n'ont pas disparu. Les effets du climat restent sévères. Le financement du contrat social, le niveau du revenu citoyen de base, la place de l'intelligence artificielle, la maîtrise des migrations, les conditions de l'intégration, la solitude, la santé mentale et les libertés individuelles continuent de susciter des débats intenses.

La différence avec les années 2020 tient moins à l'absence de crises qu'à la capacité à les traiter collectivement. La France de 2050 a compris que les infrastructures matérielles ne suffisent pas. Une société ne se maintient pas seulement par ses réseaux électriques, ses hôpitaux, ses usines, ses plateformes numériques ou ses institutions. Elle se maintient aussi par la confiance, la reconnaissance mutuelle, les transmissions, les solidarités de proximité et les expériences partagées.

Le maintien de liens de qualité entre les personnes devient progressivement une condition de la stabilité démocratique et, plus fondamentalement, de l'existence même de la société.

En 2050, la prospérité d'une nation ne se mesure plus seulement à la richesse qu'elle produit, mais à sa capacité à rassembler des femmes et des hommes aux parcours divers autour d'un avenir commun, en créant, entretenant et transmettant des liens de qualité et de confiance, dans un monde où la technologie a profondément transformé les conditions matérielles de l'existence.

Partenaires et soutiens des Rencontres Culture 2026 :

